

Royal Commissions which over the past half century have examined Canada's economic prospects. In 1940, the Rowell-Sirois Commission, at the end of the most miserable decade in Canada's economic history, concluded:

Because Canada is one of the least self-sufficient countries in the world her prosperity and her very existence depend on making the most of her own specialized resources, and on trading them as advantageously as possible for her other requirements. Her success will depend not only on her own skill and efforts, but also on the continuation of an interdependent and integrated international system of international trade and finance. Everything which tends to restrict the operation of that system, such as barriers to the international movement of population, goods or capital, or the detachment and artificial isolation of large blocs from the world economy on a self-contained basis, reduces the scope for an advantageous international division of labour—the principle on which the existing Canadian economy and standards of living are built.

Almost twenty years later, in 1957, the Gordon Commission, at the end of a decade of continuous growth and rising prosperity, came to an almost identical conclusion. Commissioners wrote:

The ships loading lumber on Vancouver island or aluminum ingots on the Saguenay are reminders of how deeply our material well-being is involved in the prosperity of other countries, even outside the boundaries of North America. ... It has, therefore, been very much in Canada's interest to try to create the conditions in which our exports could find relatively free access to world markets. Our goal has been—and should continue to be—the establishment of a world trading system where quantitative restrictions would be eliminated or used very sparingly ... where international settlements would be made multilaterally, where currencies would be freely convertible, and where national governments would rely solely on moderate tariffs. ...

A quarter century later, the Macdonald Commission, writing in 1984 at the end of the deepest recession since the depression of the 1930s, concluded once again that:

Trade has always been of prime importance to Canada's economic development; it is the vital link between the Canadian economy and the international competitive environment. Successive governments have emphasized the function of trade in strengthening our Canadian economy, in promoting the continued development and expansion of our resource-based industries, and in building our industrial capacity to achieve a competitive position in specialized international markets. It is through the gradually increasing exposure of Canadian producers to competitive world-market forces that the Canadian economy, as a whole, has become more productive. Trade and trade policy have also helped to improve Canadians' standard of living by expanding the markets for Canadian producers and hence the economies of scale of their operations, by providing us with

sions de trois Commissions royales d'enquête. Au cours du dernier demi-siècle, celles-ci ont étudié les perspectives économiques du Canada. En 1940, la Commission Rowell-Sirois, siégeant à la fin de la plus difficile décennie de l'histoire économique canadienne, arrivait à la conclusion suivante :

Parce que le Canada est l'un des pays les moins autarciques du monde, sa prospérité, son existence même dépendent d'une pleine utilisation de ses propres ressources particulières et d'un échange aussi avantageux que possible en vue de satisfaire à ses autres besoins. Non seulement sa fortune sera-t-elle en fonction de l'habileté et de l'énergie déployées, mais elle restera liée à l'existence continue d'un système international interdépendant et intégré pour le commerce et la finance. Tout ce qui est de nature à mettre entrave au fonctionnement d'un tel système, obstacles au libre mouvement international des populations, des biens, ou des capitaux, ou la séparation et l'isolement artificiel au sein de l'économie mondiale de parties considérables se repliant dans l'autarcie, tout cela réduit d'autant la possibilité d'une avantageuse répartition internationale des tâches entre les nations (principe fondamental sur lequel reposent l'économie actuelle et le niveau d'existence du Canada).

Près de vingt années plus tard, en 1957, la Commission Gordon, menant ses travaux au terme d'une décennie de croissance ininterrompue et de prospérité toujours plus grande, aboutissait à une conclusion presque identique. Les Commissaires ont écrit ce qui suit :

Les navires qui se chargent de bois d'œuvre à l'île de Vancouver ou de lingots d'aluminium sur le Saguenay nous rappellent combien notre bien-être est fonction de la prospérité de l'étranger, et même de pays situés en dehors de l'Amérique du Nord ... Le Canada a donc eu tout intérêt à chercher à créer des conditions qui assurent à nos exportations un accès relativement libre aux marchés mondiaux. Notre objectif a été, et il continue de l'être, d'établir un régime d'échanges où le contingentement soit éliminé ou utilisé avec retenue ... où les règlements internationaux présentent un caractère plurilatéral, où les devises soient librement convertibles et où les gouvernements nationaux ne recourent qu'à des tarifs modérés ...

Un quart de siècle plus tard, la Commission Macdonald, émettant son opinion en 1984, à la fin de la plus grave récession depuis la Grande Crise des années 30, tirait la même conclusion :

Le commerce extérieur a toujours été un élément capital du développement économique canadien : c'est le lien vital qui lie l'économie canadienne au marché concurrentiel international. Les gouvernements ont tour à tour insisté sur le fait que le commerce redonne vigueur à notre économie, favorise le développement et l'expansion permanente de nos industries primaires, et nous aide à réaliser notre potentiel industriel, pour enfin occuper une position concurrentielle sur les marchés internationaux spécialisés. C'est parce que les producteurs canadiens ont été progressivement exposés aux forces du marché mondial que toute l'économie canadienne est devenue plus productive. Le commerce et la politique commerciale ont également contribué à relever le niveau de vie des Canadiens, en élargissant les marchés pour nos producteurs et, par conséquent,